

Bas les pattes devant l'Irak! Impérialistes hors du Golfe!



La sale guerre néo-coloniale contre la population irakienne - Le 13 février, à Bagdad, on retirait des centaines de cadavres d'un abri civil bombardé (à gauche). API Der Spiegel

A bas le «nouvel ordre mondial» des Bush, Major et Mitterrand!

3 mars - Après cinq semaines de bombardements de terreur contre la population irakienne, les chars et les avions de la coalition impérialiste ont écrasé en quelques jours l'armée de ce petit pays du Moyen-Orient. Comme Hitler pendant sa *Blitzkrieg* contre la Pologne, Bush, Major et Mitterrand s'étaient assurés une supériorité numérique et technique décisive contre l'adver-

saire qu'ils avaient choisi d'abattre pour commencer à établir leur «nouvel ordre» mondial.

Après l'effondrement de l'armée française en juin 1940, l'aviation hitlérienne s'était acharnée sur les cohortes de soldats en déroute et de civils réfugiés qui se bousculaient sur les routes. Cinquante ans plus tard, le dernier «fait d'armes» de la guerre du Golfe aura été le massa-

cre par l'aviation «alliée» des soldats irakiens en déroute et des nombreux civils (parmi lesquels on peut penser que figuraient beaucoup de Palestiniens fuyant les représailles de la «résistance» koweïtienne) sur la route de Koweït à Bassorah.

Citant un reporter de l'agence Reuter, *le Monde* décrit des «enchevêtrements de véhicules calcinés remplis de corps [...] qui

ont été pris pendant cinq heures dans un déluge de feu» et qui s'étendent «sur des kilomètres»; un officier britannique déclare: «Il m'est impossible de trouver les mots pour décrire cela. J'ai vu d'incroyables scènes de carnage. Il y avait partout des cadavres atrocement mutilés et calcinés» (*le Monde*, 3-4 mars). Des bombardements de terreur contre Bagdad aux premiers jours de la guerre jusqu'à la boucherie de l'offensive terrestre, la sale guerre néo-coloniale du Golfe aura été dominée de bout en bout par le mépris raciste pour la vie des Irakiens que les impérialistes considèrent comme des «sous-hommes».

Dès le début de la crise du Golfe, les Etats-Unis et leurs alliés ont rejeté avec cynisme toutes les propositions de négociation avec Saddam Hussein. Au cours de la semaine qui a précédé le début de l'offensive terrestre - déclenchée à une date et une heure décidées longtemps à l'avance -, ils ont rejeté catégoriquement la proposition faite par l'Irak de se retirer du Koweït. Ce qu'ils voulaient et veulent toujours, c'est rien moins que la tête de Saddam Hussein et humilier le peuple irakien.

Pour imposer leur domination, les criminels de guerre de la Maison Blanche, du 10 Downing Street et de l'Elysée ont fait couler le sang de dizaines de milliers de soldats et de civils irakiens. Mais cette guerre leur a aussi permis d'aguerrir leur armée et de préparer leur population pour d'autres carnages à venir. Jamais depuis la guerre d'Algérie, les médias français «libres et responsables» ne s'étaient soumis à un contrôle aussi

Les «immigrés», les Beurs et la guerre du Golfe

Organiser la rage dans la lutte contre la bourgeoisie criminelle de guerre

Durant six semaines les impérialistes ont mis l'Irak à feu et à sang dans une guerre de rapine raciste. Le tract de la Ligue trotskyste distribué au lendemain du cessez-le-feu imposé à l'Irak déclai-

rait: «Les impérialistes victorieux discutent aujourd'hui de savoir si l'Irak doit être occupé et dépecé ou "seulement" réduit à nouveau à l'état de protectorat occidental. Les criminels de guerre de la Maison Blanche et de l'Elysée avaient voulu ce conflit pour imposer aux peuples du Moyen-Orient un nouvel "ordre" impérialiste dominé par les Etats-Unis - une "Pax Americana" où Mitterrand espère s'acheter une petite place avec le sang des Irakiens massacrés par sa soldatesque. Dès l'envoi des premiers navires et soldats dans le Golfe, nous avons dit: Défaite des impérialistes! Défense de l'Irak!» Indi-

quant les tâches de l'heure ce tract concluait: «Les bourgeoisies impérialistes, rendues encore plus arrogantes par leur victoire, accentueront leur programme d'austérité, de chômage et de terreur raciste. [...] La lutte anti-impérialiste, c'est la lutte de classe, ici, dans la France impérialiste.»

Ce tract, distribué dans des banlieues ouvrières et «immigrées» de Lyon, de Rouen et de la région parisienne comme Gennevilliers, Montreuil et Argenteuil, a rencontré un large écho parmi les «immigrés» et parmi les Beurs. Ainsi, *Suite page 3*

Suite page 4

M 2651 - 109 - 5 00 F



La défense de l'Irak interdite en Grande-Bretagne

Le 2 février, à Londres, la police a arrêté et molesté un militant spartaciste au cours de la manifestation organisée par la Campaign for Nuclear Disarmament (CND) pour protester contre la guerre du Golfe. La Spartacist League/Britain manifestait au sein d'un « cortège anti-impérialiste » (auquel participaient d'autres groupes, dont Workers Power, la Workers International League et des partisans du Revolutionary Communist Party). Le cortège spartaciste défilait derrière une banderole qui appelait à la « Défaite de l'impérialisme US/britannique ! » et à la « Défense de l'Irak ! ». La police avait menacé les participants au cortège spartaciste en leur faisant savoir que quiconque crierait le mot d'ordre « Victoire pour l'Irak » était passible d'arrestation en vertu du Public Order Act [Loi sur l'ordre public]. Le camarade Green a été interpellé par les flics après que des manifestants eurent refusé d'arrêter de crier leurs mots d'ordre.

Tandis que la manifestation s'arrêtait pendant vingt minutes, et que des manifestants scandalisés réclamaient : « Laissez-le partir ! », notre camarade était entraîné de force puis jeté dans un fourgon de police. A l'intérieur du fourgon, un des officiers de police qui avaient procédé à l'arrestation frappa le camarade Green au visage avec un casque, lui occasionnant ainsi une sérieuse blessure à la bouche. Le camarade Green a été inculpé de « résistance à un officier de police » (« obstructing a police officer ») et de « comportement menaçant » (« threatening behaviour »).

Les menaces adressées aux manifestants, ainsi que l'arrestation elle-même, étaient l'application directe des instructions données ce jour-là à la police par le Crown Prosecution Service [Service du procureur de la couronne].

On dit souvent que les droits civiques sont, avec la vérité, parmi les premières victimes de la guerre. C'est le cas avec les expulsions, les mesures d'internement et les « auditions » jugées à l'avance qui sont actuellement le lot des Irakiens et d'autres ressortissants arabes. Le 20 février, des manifestants qui participaient, à l'appel du groupe Black People Against War in the Gulf, à un rassemblement de protestation devant le Ministère de l'Intérieur contre ces arrestations et expulsions racistes ont été eux-mêmes les victimes de la volonté du gouvernement de faire taire ceux qui veulent défendre les droits démocratiques. La police avait commencé

Un spartaciste arrêté à Londres



Notre camarade Alastair Green interpellé par la police lors de la manifestation du 2 février, à Hyde Park, contre la guerre du Golfe.

par décréter que crier « US assassins » était un « outrage ». Alors même que les manifestants avaient cessé de crier ce mot d'ordre, la police pénétra dans les rangs du rassemblement, commença à arrêter des manifestants au hasard et dispersa les autres. Onze personnes, pratiquement le quart des manifestants, ont été arrêtées et inculpées en vertu du Public Order Act et du Metropolitan Police Act, une loi draconienne datant... de 1839. Parmi elles figure l'écrivain Amrit Wilson.

Ce gouvernement, et les gouvernements travaillistes qui l'ont précédé, ont en la matière des antécédents accablants, guerre ou pas guerre : pour ne prendre que quelques exemples, citons la machination judiciaire contre les Six de Birmingham, les Trois de Winchester et les Quatre de Guildford, l'« interdiction » draconienne des porte-parole du Sinn Féin et des républicains irlandais, les violences et les arrestations visant les manifestants anti-Poll Tax en mars 1990.

Aujourd'hui, ces méthodes utilisées contre les mineurs en grève, les ouvriers imprimeurs et leurs partisans sont mises

en œuvre contre les militants de gauche, dans le contexte de la guerre criminelle contre l'Irak. Une fois de plus, le gouvernement compte sur son opposition loyale pour exercer cette répression. Le 12 janvier, lors d'une manifestation à Glasgow, les spartacistes avaient été encerclés, isolés des autres manifestants et menacés d'arrestation à la demande de la CND et de la tendance Militant. Le 23 janvier, le journal *Independent* citait une déclaration de Marjorie Thompson, une dirigeante de la CND, où celle-ci traitait d'« agents provocateurs » ceux qui appellent à la victoire de l'Irak et exprimait son souhait de les voir exclus des manifestations. Ce souhait est exaucé avec le début des arrestations, sur la base de « plaintes » fumeuses contre les militants de gauche.

Les gens comme Tony Benn, personnalité de la gauche travailliste, et la CND ont soutenu les sanctions contre l'Irak, sanctions qui ont été le prélude à la guerre. Ils ont chanté les louanges de l'ONU, laquelle a servi de couverture à la gigantesque accumulation de forces mili-

taires engagées dans la sale guerre contre l'Irak. Et aujourd'hui la direction de la CND - ces « pacifistes » dont la loyauté inébranlable est acquise au Parti travailliste belliciste de Neil Kinnock - ont fait leur partie du travail pour préparer le terrain à la répression policière contre les militants de gauche qui participent aux manifestations antiguerre.

De nombreuses personnalités et organisations soutiennent l'appel : « Levée des inculpations ! Non à la censure et à la répression de la gauche ! » Parmi celles-ci : la London School of Economics Student Union ; Ken Livingstone, député ; la Dublin Trinity College Student Union ; Paul Foot ; Peter Fryer ; A.R. Patel et Carvel Smith, respectivement secrétaire de fédération adjoint et président de fédération du syndicat des cheminots NURMT (en leur nom personnel) ; le Hands Off the Middle East Committee [Comité bas les pattes devant le Moyen-Orient] ; la Workers International League ; la Revolutionary International League ; la Trinity College Republican Society ; le Dr. Raymond Challinor ; Bob Parry, député ; Workers Power ; le Workers Party of Scotland ; le Scottish Republican Socialist Party. A l'heure où nous mettons sous presse nous recevons les soutiens des Jeunesses communistes révolutionnaires, de Georges Labica, de Gilles Perrault.

Les marxistes ont le droit d'organiser - ainsi que le devoir de mobiliser pour des actions ouvrières nécessaires pour s'opposer à ce carnage perpétré contre les populations arabes pour servir le brigandage pétrolier de Washington. Nous appelons chacun, dans le mouvement ouvrier et la gauche, à se joindre à nous pour condamner les attaques de l'Etat contre nous et contre tous ceux qui appellent à la défaite de l'impérialisme et à la défense de l'Irak. Nous exigeons la levée immédiate de toutes les inculpations qui pèsent sur le camarade Green, les autres personnes arrêtées au cours de la manifestation du 2 février et les onze partisans du Black People Against War in the Gulf ! Non aux expulsions, non à l'internement des ressortissants irakiens et arabes ! Pour la défaite de l'impérialisme britannique/US ! Défense de l'Irak !

Le Comité de défense sociale (CDDS) a engagé une campagne d'information et une campagne financière pour soutenir le camarade spartaciste Alastair Green. Parce qu'il refusait d'être bâillonné, on s'est attaqué à lui explicitement sur la base des positions politiques de la Spartacist League sur la guerre du Golfe - pour la défaite de l'impérialisme et pour la défense de l'Irak. Vous pouvez envoyer votre contribution financière à l'adresse suivante : Comité de défense sociale, BP 202, 75822 Paris Cedex 17. Chèques à l'ordre du CDDS, en mentionnant au dos « Campagne de défense d'Alastair Green ». Virements au CDDS, compte CCP 1 429 25 J - Paris.

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Suzanne Girard, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault.

REALISATION: François Donau.
REVISEUR-REDACTEUR: Carine Gance.
DIFFUSION: Jean-Luc Etchart.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

Imprimerie: Routage de Paris
5, chemin des Fruitières
93200 La Plaine-St-Denis
Commission paritaire: n° 59267

Distribué par les NMPP
Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Fac de Rouen: la LTF en campagne

A l'université de Rouen, pendant la semaine qui a précédé le cessez-le-feu dans le Golfe, nos camarades ont mené campagne de façon flamboyante pour la défaite de l'impérialisme français. Lundi 18 février, le maire de Rouen, Lecanuet, interdisait un meeting qui devait avoir lieu dans la ville le surlendemain avec la participation de Gilles Perrault, qui a été la cible de la vindicte bourgeoise pour ses positions contre la guerre. Les organisateurs de ce meeting contestaient sur le champ cette décision devant les tribunaux, et un jugement en référé était fixé pour le mardi matin. A l'université, nos camarades ont immédiatement mobilisé, en protestation contre cette censure de

guerre, pour un rassemblement devant le tribunal à l'heure de l'audience.

Vendredi, après le début de l'offensive terrestre, la LTF a appelé les étudiants à débrayer, une initiative devant laquelle les militants des JCR s'esquiveront en la qualifiant de « gauchiste ». Evidemment, prendre publiquement position pour la défense de l'Irak attaqué par les impérialistes aurait nui à l'« unité » de ces soi-disant « trotskystes » avec les sociaux-chauvins du PCF et du PS au sein du mouvement « pour la paix ».

Nous reproduisons ci-dessous le télégramme que nous avons envoyé le 18 février à la mairie de Rouen pour protes-

ter contre l'interdiction du meeting de Gilles Perrault.

Télégramme de la LTF

Tribunal de Grande Instance (Rouen)

Rouen, le 18/2/91. LTF proteste énergiquement contre mesure d'interdiction d'expression lors réunion publique prévue 20 février. Il s'agit là mesure de guerre ayant pour but réduire au silence toute opposition à agression des impérialistes dans Golfe. Cette mesure rappelle celles prises pendant sale guerre d'Algérie.

LTF

Beurs...

Suite de la page 1

dans un débat avec des JC d'Aubervilliers sur la guerre et auquel participait une dizaine de jeunes issus de l'immigration, un de nos jeunes camarades est intervenu fermement contre la ligne social-chauvine du PCF en y opposant notre ligne internationaliste. Immédiatement, la plupart des Beurs présents ont bruyamment exprimé leur approbation à l'égard de notre camarade. Plusieurs jeunes de ces cités ont accepté de prendre des paquets de nos tracts pour les distribuer autour d'eux.

Dans les discussions passionnées, que nos camarades ont entamées avec les jeunes, a souvent clairement émergé la prise de conscience que l'oppression raciste qu'ils subissent ici et les crimes de guerre de l'impérialisme font partie du même système: le capitalisme. Et si certains d'entre eux pouvaient encore avoir quelques illusions sur Mitterrand, ils sont bien placés pour comprendre que celui-ci et son gouvernement ne sont que le conseil d'administration du capitalisme qui ne vit que du chômage, de la terreur raciste et des guerres de rapine.

Ils ont vécu, ainsi que leurs familles, pendant cette période les conséquences, ici, de la guerre impérialiste. Ces six semaines ont été un vrai cauchemar. Dès les premières heures du conflit, ils ont été désignés par le gouvernement comme l'ennemi intérieur.

Alors que se multipliaient les expulsions de ressortissants de pays arabes et les interdictions de journaux arabes défendant l'Irak et de plusieurs manifestations culturelles arabes, l'opération «Vigie-Pirate» lançait dans les rues des grandes villes et aux frontières des centaines de policiers chargés explicitement de surveiller et d'intimider les «immigrés» sous prétexte de lutte «antiterroriste». Harcèlement constant des flics, interpellations sans objet, fouilles humiliantes quotidiennement répétées. Des jeunes nous ont dit qu'à cause des fouilles systématiques ils avaient dû ajouter au moins dix minutes à leur temps de trajet pour se rendre au travail ou à l'école. Cette sinistre opération policière, la plus importante depuis la Guerre d'Algérie, a d'autre part permis aux flics d'augmenter de 500%, dans la région parisienne, le nombre d'interpellations de «clandestins» avec reconduites à la frontière sur le champ.

Les émules de Le Pen et les racistes de tout poil ont compris parfaitement le message de cette campagne délibérée de terreur raciste d'Etat. Les attentats racistes ont repris de plus belle et se sont multipliés. Mobilisations ouvrières/«immigrés» contre les fascistes! Défense des quartiers immigrés basée sur les syndicats! Pleins droits de citoyenneté pour les «immigrés» et leur famille!

Cette monstrueuse entreprise de répression et d'intimidation est à la mesure de la peur et de la haine qu'ils inspirent à la bourgeoisie française. La classe dirigeante de ce pays sait parfaitement la puissance sociale que détiennent ces travailleurs nombreux dans les secteurs stratégiques de l'industrie. Une situation que la France est la seule à connaître parmi tous les pays impérialistes qui ont pris part à l'agression contre l'Irak.

La répression policière, les attentats et le matraquage de la propagande de guerre raciste ont largement réussi à les réduire au silence. Des jeunes d'une cité d'Aubervilliers nous expliquaient leur méfiance à l'égard des manifestations antiguerre. Elles ont en effet rassemblé relativement peu d'«immigrés» et de Beurs non seulement à cause de l'impresionnant dispositif policier, mais aussi parce que le mouvement «pacifiste» dominé par les réformistes traîtres et leurs suivistes de la pseudo-extrême gauche n'avait à leur offrir qu'une autre version de la défense des intérêts, mieux compris, de l'impérialisme français. Seule

Des grèves politiques étaient possibles

Lundi 10 février, les dockers CGT de Port-Saint-Louis-du-Rhône, une installation du port de Marseille-Fos, avaient refusé de charger vingt-neuf conteneurs d'armes et de munitions en partance pour le Golfe. Tandis que l'Al Yamamah, le navire qui devait initialement embarquer les conteneurs, repartait à vide, ceux-ci étaient finalement enlevés et chargés dans le port militaire de Toulon après être restés plusieurs jours à quai.

Immédiatement, la presse et les politiciens réactionnaires se sont déchaînés contre la CGT et le PCF. Tandis qu'un porte-parole de l'UDF stigmatisait un «acte dirigé contre la patrie» et que celui du RPR proclamait «inacceptable qu'on poignarde dans le dos douze mille hommes qui ont besoin de munitions», Pasqua demandait au gouvernement «d'engager des poursuites contre les meneurs». Et après que les fascistes du Front national eurent accusé le PC de renouer «avec une vieille pratique de trahison permanente de l'armée française au combat», le local de la CGT des dockers de Port-de-Bouc était mitraillé

et bombé avec l'inscription «dockers = traîtres à la patrie» (Rouge n° 1436, 21 février).

Si le refus de charger les conteneurs de l'Al Yamamah a provoqué un tel déchaînement de haine antisyndicale et anticommuniste, c'est parce qu'il s'agissait d'une action ouvrière contre la guerre du Golfe, malheureusement restée isolée mais qui succédait au blocage d'un train d'armes par les cheminots de Chambéry - et qui plus est, touchait un secteur clé du système de transport où subsiste encore ce puissant acquis ouvrier qu'est le monopole syndical sur l'embauche. Nous, trotskystes, disions alors qu'il fallait des actions ouvrières massives contre l'engagement français dans la sale guerre du Golfe. Pour contrer les inévitables attaques de la bourgeoisie et de son gouvernement, ces actions devaient être soutenues par des grèves politiques mobilisant les secteurs les plus larges de la classe ouvrière contre la guerre et le gouvernement Mitterrand-Rocard.

Mais l'action des dockers de Fos,

comme celles des cheminots de Chambéry et des marins de Toulon, a malheureusement été entravée par le cadre politique social-chauvin délimité par les directions de la CGT et du PCF. Après avoir défendu l'acte de guerre que représentait déjà l'embargo-blocus pour affamer la population irakienne, les dirigeants réformistes du PCF et de la CGT, loin d'avoir jamais voulu la défaite de l'armée de Mitterrand dans la guerre du Golfe, exigeaient que l'Irak se soumette aux diktats des impérialistes, et n'ont pas cessé de réclamer une «solution négociée» qui préserve autant que faire se peut les intérêts néo-coloniaux de l'impérialisme français dans la région. C'est pourquoi la direction du syndicat des dockers CGT avait à l'avance limité elle-même la portée de l'action anti-guerre de Fos en faisant savoir qu'elle ne chercherait pas à bloquer les conteneurs d'armes sur le port, et qu'elle objectait uniquement au fait qu'on cherche à embarquer les cargaisons de mort destinées à écraser l'Irak dans un port civil, et non dans un port militaire comme Toulon.

la Ligue trotskyste a levé le drapeau d'un véritable programme anti-impérialiste et internationaliste. Défense de l'Irak! Que Bush et Mitterrand coulent dans le Golfe! A bas les cheiks et les colonels! Pour la révolution prolétarienne dans tout le Moyen-Orient! Ces mots d'ordre offraient le seul pôle réellement anti-impérialiste de ces manifestations anti-

défaites après avoir mené les premières luttes combattives dans l'automobile contre l'austérité antiouvrière que Mitterrand a imposée avec la complicité des directions réformistes du mouvement ouvrier. Plus explosive est la rage qui nourrit les révoltes sporadiques des jeunes des banlieues-ghettos, comme celle de Vaulx-en-Velin. Sans l'intervention

dernières années ont montré que seule la perspective s'appuyant sur la puissance sociale de la classe ouvrière peut tenir en respect et balayer les réactionnaires racistes. Ainsi, en 1981 à Rouen, la première manifestation sous le gouvernement Mitterrand contre les fascistes, une action de front unique basée sur la classe ouvrière de la région. Ou encore le piquet tenu pendant une dizaine de jours, en 1987, devant le Flunch de Rouen, un restaurant dont le gérant refusait l'entrée aux «immigrés».

Le thème central qui a traversé tous nos échanges avec les jeunes était: Quoi faire maintenant! Alors que les prêchi-prêcha des leaders de la communauté, comme les France Plus et autres du même acabit, essaient de leur faire croire que leur intégration passera par la soumission et l'acceptation de l'ordre établi, nous disons nous que leur intégration ne se fera que par la participation au combat de leur classe.

Pour prendre la place qui leur revient dans ce combat, il faut qu'ils rompent totalement avec les traîtres réformistes du PS, responsables de boucheries impérialistes depuis l'Algérie jusqu'à l'Irak, et responsables de la politique de terreur raciste depuis dix ans, et avec SOS-Racisme sa machine de guerre parmi les jeunes. Il faut rompre également avec les bureaucrates du PCF, liés à la défense de leur impérialisme, qui non seulement ne rêvent que de revenir au gouvernement pour gérer les intérêts du capitalisme fauteur de guerres et de racisme, mais qui appliquent aussi dans leurs communes

Suite page 7



L'opération «Vigie-Pirate» en action dans le métro parisien: la plus importante opération policière depuis la Guerre d'Algérie pour terroriser les «immigrés» et leurs enfants.

guerre. Notre banderole qui déjà avait été saluée chaleureusement par les quelques cortèges «immigrés» (et qui arborait le drapeau palestinien) lors de la manifestation parisienne du 12 janvier, a été dans plusieurs autres manifestations à Rouen et dans celle du 25 février à Paris un point de ralliement pour ceux, essentiellement des manifestants d'origine arabe, qui voulaient s'opposer vraiment à cette guerre.

La rage profonde et légitime des «immigrés» et de leurs enfants a aussi traversé toutes les discussions que nos camarades ont eues pendant cette campagne. Vivre l'humiliation et un nouveau massacre de la population d'un pays arabe et à la fois subir une répression brutale (par cette même bourgeoisie qui a participé à ce massacre) dans un pays où ils vivent depuis des décennies, et dont ils ont largement contribué par leur travail à construire les richesses, ne pouvait que provoquer cette colère. D'autant plus que la Guerre d'Algérie a laissé de douloureux souvenirs et que personne n'a oublié qu'à l'époque déjà Mitterrand a été un des chefs de cette guerre colonialiste. Les travailleurs expriment une colère plus sourde, contraints à plus de prudence par leurs responsabilités familiales et qui, de plus, ont subi plusieurs

organisée de la classe ouvrière dont leurs pères sont partie prenante, ces mouvements de révolte ne peuvent conduire qu'au désespoir. Un Beur nous disait ainsi: «Si trois cents ouvriers des usines autour venaient nous aider, les flics seraient obligés de négocier au lieu de tirer.»

Quelques actions modestes mais significatives que nous avons organisées ces

MEETING DE LA LTF

Défense des Palestiniens contre la «solution finale» sioniste!

Pour le droit à l'autodétermination des peuples hébreu et palestinien dans une fédération socialiste du Moyen-Orient!

A bas le «nouvel ordre» génocide de Bush-Mitterrand!

Renversez les colonels, les cheiks et l'Etat sioniste par la révolution ouvrière!

Vendredi 22 mars, 19 h

LSC - 69 ter, rue de la Chapelle - 75018 Paris (M° Porte de la Chapelle)

Pour toute information, tél: 42 08 01 49

«Nouvel ordre mondial»...

Suite de la page 1

étroit du gouvernement et des états-majors.

Pendant que Bush, Major et autres Mitterrand endossaient avec application le rôle de chefs de guerre impérialistes, le prix de la perfidie est revenu sans conteste à Mikhaïl Gorbatchev, qui a laissé tomber le pays client des Soviétiques qu'était l'Irak et qui a ensuite « amicalement » conseillé à Saddam Hussein d'accepter chacun des humiliants ultimatums de Washington. Après que Bagdad eut finalement accepté le dernier plan soviétique et que la Maison Blanche l'eut déclaré inacceptable, Moscou a fait volte-face et a dénoncé l'attitude des Irakiens. Et après toutes ces trahisons, les Soviétiques se retrouvent maintenant avec une machine de guerre impérialiste enivrée par sa victoire à quelques centaines de kilomètres de la frontière sud de l'URSS.

Il n'a pas échappé à l'état-major soviétique que le Pentagone a appliqué dans le Golfe sa stratégie de l'« AirLand Battle », initialement conçue en vue d'une opération offensive contre l'Union soviétique. La *Pravda* s'inquiète que « la guerre est menée avant tout pour satisfaire les ambitions de l'Amérique de s'assurer seule le leadership mondial ». Les bureaucrates au crâne épais du Kremlin s'en aperçoivent un peu tard. Nous, trotskystes, avons dit depuis des mois que les Etats-Unis voulaient la guerre pour imposer leur hégémonie impérialiste - et que Mitterrand y jouait les deuxièmes couteaux pour tenter de s'acheter une petite place dans la « Pax Americana » au Moyen-Orient.

Dès le début, la Ligue communiste internationale a pris clairement position contre l'agression impérialiste et pour la défense de l'Irak. Nous n'avons pas d'atomes crochus avec le *raïs* (chef) Saddam Hussein, ce massacreur des communistes, des Kurdes et des ouvriers du pétrole. Cet ex-allié des impérialistes, avec qui tous les gouvernements français cultivaient depuis près de vingt ans des « liens privilégiés », se voit aujourd'hui infliger le traitement que Washington, Londres et Paris, dans leurs « sphères d'influence » respectives, réservent à ceux de leurs laquais qui refusent de marcher droit, comme Trujillo en République dominicaine, Noriega au Panama, Bokassa en Centrafrique ou Hissène Habré au Tchad. Comme à Panama, Bush entend installer à Bagdad un fantoche plus docile que Saddam Hussein.

La « paix » qui sortira de la victoire remportée par les impérialistes contre l'Irak va rendre cette planète beaucoup plus dangereuse qu'elle ne l'est déjà. Dans sa première conférence de presse après l'annonce du cessez-le-feu dans le Golfe, le président américain déclarait : « J'exulte [...]. C'est un jour de fierté pour l'Amérique. Et, dieu, nous avons enterré une fois pour toutes le syndrome vietnamien » (*le Monde*, 3-4 mars). Enhardi par ce premier succès, Bush n'hésitera pas à s'attaquer aux autres « obstacles » sur la voie de son « nouvel ordre mondial ». La liste est longue, avec aujourd'hui en bonne place Cuba, et la proie suprême reste toujours l'Etat ouvrier soviétique - avec entre-temps le risque de déclencher l'engrenage qui conduirait à une troisième guerre mondiale thermonucléaire.

Cependant, la machine de guerre avec laquelle les Etats-Unis ont écrasé l'Irak repose sur une base économique qui ne peut pas la supporter longtemps. L'ancien ministre des Affaires étrangères Henry Kissinger affirme que « la prééminence américaine ne peut pas durer [...]. Et l'économie américaine ne peut pas non plus supporter indéfiniment une politique qui est essentiellement un interventionnisme mondial » (*Los Angeles Times*, 24 février).

Les va-t-en-guerre de Washington, de

Londres et de Paris se gargarisent bruyamment de leur « brillante victoire » dans le Golfe. Mais que vont-ils faire de leur victoire ? Vont-ils occuper durablement le sud de l'Irak comme gage de futures « réparations », réduire à nouveau le pays à l'état de protectorat occidental,

terroristes sionistes, d'ayatollahs et de chefs de bandes libanais !

Nous, trotskystes, disons que seule la révolution ouvrière peut garantir les droits nationaux de tous les peuples de la région, qu'il s'agisse des Palestiniens, du peuple de langue hébraïque, des Kurdes



Santiago Lyon/Reuter

Le 26 février, sur la route de Koweït à Bassorah, l'aviation impérialiste a massacré des milliers et des milliers de soldats irakiens battant en retraite et de civils.

maintenir des troupes au Koweït et en Arabie ? En attendant, les massacres de civils et de soldats irakiens ont provoqué une vague de colère et de manifestations dans la région.

Défense des Palestiniens !

Les Palestiniens sont parmi les premières victimes de la guerre. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, il leur a été interdit de sortir de chez eux pendant cinq semaines, et ils sont chassés de leur emploi au profit des 200 000 immigrés juifs soviétiques arrivés l'année dernière en Israël. Les dirigeants sionistes se dirigent vers une « solution finale » au « problème palestinien » en préparant leur expulsion en masse des territoires occupés. Et au Koweït, la monarchie corrompue des Al Sabah risque d'exercer de sanglantes représailles contre une communauté palestinienne accusée de sympathies pro-irakiennes et qui représentait avant la guerre le tiers de la population de l'émirat. Ainsi le *Financial Times* du 26 février rapporte les propos d'un réfugié jordanien qui venait de réussir à fuir Koweït City où il travaillait : « Là-bas, les Palestiniens craignent une vengeance des Koweïtiens quand ils reviendront au Koweït. »

Mitterrand a fait de l'appel à une « conférence internationale sur le Moyen-Orient » le cheval de bataille de la diplomatie française et pose hypocritement au défenseur des droits des Palestiniens. Evidemment, il ne s'agit là pour le commandant en chef de l'impérialisme français que d'une manœuvre diplomatique visant à défendre son « influence » néocoloniale dans la région. Dans la difficile partie de marchandage interimpérialiste qui doit mener à cette fameuse conférence, Mitterrand bénéficie en France d'une union sacrée qui va de la droite parlementaire aux dirigeants chauvins du PCF. Il faut à Marchais et Cie une bonne dose de cynisme pour essayer de faire croire qu'il pourrait sortir quoi que ce soit de juste et de progressiste de la réunion autour d'une table des brigands impérialistes américains et français, du traître Gorbatchev, de quelques représentants des Palestiniens et des Kurdes et d'une brochette de monarchies obscurantistes, de despotes militaires, de

et des autres minorités ethniques ou religieuses opprimées, en renversant leurs despotes, colonels, rois, cheiks et massacreurs de tout poil. Pour une république socialiste du Kurdistan unifié ! Pour une fédération socialiste du Moyen-Orient !

La tentative des Etats-Unis de restaurer à coups de bombe leur suprématie mondiale va aussi aiguïser les antagonismes interimpérialistes pour le partage des zones d'influence et des marchés, en premier chef avec ses principaux rivaux, l'Allemagne et le Japon. A vrai dire, l'Allemagne et le Japon figuraient parmi les cibles indirectes de la guerre du Golfe. Confronté aux appareils économiques plus modernes et plus productifs de ces deux pays, Washington entend riposter en prenant le contrôle des ressources pétrolières du Moyen-Orient. Le magazine des milieux d'affaires allemands *WirtschaftsWoche* du 8 février titrait ainsi « Guerre du Golfe : c'est l'Allemagne le perdant. » Mais l'Allemagne n'a pas dit son dernier mot. Depuis l'année dernière, avec l'annexion de l'Allemagne de l'Est, le Reich allemand est branché sur les oléoducs soviétiques, et négocie déjà des livraisons de pétrole d'URSS. Et alors que Moscou a pris de plus en plus ses

distances avec Washington au sujet de la guerre du Golfe, Bonn et Tokyo pourraient bien envisager une alliance avec l'Union soviétique, forte de sa population et de ses ressources naturelles.

La lutte anti-impérialiste : lutte de classe dans les métropoles impérialistes

Malgré sa faiblesse militaire, les manœuvres diplomatico-militaires néocoloniales désespérées de l'impérialisme français pris en tenaille entre l'Amérique et l'Allemagne représentent un danger tout à fait réel pour l'humanité. En France comme aux Etats-Unis et dans les autres métropoles impérialistes, c'est à la classe ouvrière qu'il revient au premier chef de mettre hors d'état de nuire les fauteurs de guerre impérialistes par la lutte de classe révolutionnaire. Même si encore une fois l'impérialisme français a pu se retrouver dans le camp des vainqueurs, il a étalé depuis le début de la « crise » ses contradictions et faiblesses. Les travailleurs et les opprimés, de Renault-Flins à Saint-Denis-de-la-Réunion, doivent s'engouffrer dans la brèche.

Aux Etats-Unis, le talon d'Achille de la machine de guerre du Pentagone est le fort pourcentage de soldats noirs et hispaniques dans une armée de « volontaires » où l'on s'engage poussé par le désespoir, pour échapper à une misère omniprésente. Dans la guerre du Golfe, les divisions raciales sont apparues avec une netteté sans précédent au cours des dernières années : même en pleine hystérie chauvine, alors que plus de 85 % des Blancs étaient favorables à la guerre, la moitié des Noirs interrogés y étaient opposés. Beaucoup pensent que « notre guerre nous attend ici ».

Dans les ghettos noirs et hispaniques, l'« American Way of Life » (le mode de vie américain) ce sont les sans-abri, les épidémies des maladies de la pauvreté (SIDA, tuberculose), le chômage permanent. Il y a davantage de jeunes hommes noirs en prison qu'à l'université. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que beaucoup de ceux qui sont condamnés à vivre tout cela ne sont pas trop enthousiastes à mourir pour le défendre. Les politiciens Démocrates noirs et les bureaucrates syndicaux doivent aujourd'hui dépenser une formidable énergie pour faire en sorte que le mécontentement ne se manifeste pas sous des formes actives.

En France, les directions réformistes du mouvement ouvrier ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour faire croire que les seuls gens qui s'opposaient à la guerre impérialiste le faisaient au nom des « intérêts de la France ». Dans la classe ouvrière et principalement dans sa composante « immigrée », très nombreux étaient ceux qui enrageaient de ne pouvoir exprimer leur dégoût devant le massacre impérialiste et leur volonté de défendre l'Irak. Ces ouvriers maghrébins

Suite page 7

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe : 40 F (avion 60 F) - Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

Ecrire au Bolchéviek, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

POUR CONTACTER LA LTF

Paris
Le Bolchéviek
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél: 42 08 01 49

Rouen
Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél: 35 73 74 47

Lyon
Spartacist
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07
Tél: 72 74 96 94

Le soulagement des «pacifistes»

La guerre agit comme un puissant révélateur des appétits et de la nature réels des partis qui se réclament de la classe ouvrière. Les réformistes ne peuvent plus cacher qu'ils sont attachés au char de leur bourgeoisie.

Ainsi dès le début de l'envoi des corps expéditionnaires impérialistes dans le Golfe, le PCF a soutenu les premières sanctions impérialistes contre l'Irak: «*En décrétant un embargo commercial et militaire contre l'Irak, le Conseil de sécurité de l'ONU a répliqué de façon appropriée à l'agression perpétrée contre le Koweït*» (*l'Humanité*, 8 août 1990). La LTF, elle, a dès le début appelé à briser le blocus en défense de l'Irak contre les impérialistes coalisés.

Le PCF n'était opposé à l'escalade militaire et à l'attaque contre l'Irak que dans la mesure où il y voyait un facteur supplémentaire d'affaiblissement de «la France», un impérialisme de seconde zone, vis-à-vis de ses concurrents. Toute sa politique, jusqu'à ce que Mitterrand mette définitivement les points sur les «i», consistait en pressions parlementaires pour que le chef de l'impérialisme français cherche une «solution négociée» «*alors que les relations traditionnelles qu'elle entretient dans le monde arabe peuvent être pleinement mises à profit*» (Discours de Lajoinie le 27 août au parlement, *l'Humanité*, 28 août 1990). Mais quelles sont ces «relations traditionnelles», sinon le pillage colonial et néo-colonial, les guerres et les massacres!

L'Irak vaincu: «Enfin», s'exclame le PCF

Logiquement, le 28 février, quand l'Irak écrasé sous les bombes a cessé toute résistance, *l'Humanité*, en annonçant la victoire des impérialistes, titrait en

lettres énormes «*ENFIN*». Roland Leroy, dans son éditorial intitulé «Immense soulagement», en profitait pour renvoyer Bush et Saddam Hussein dos à dos, tout en accordant un satisfecit à Mitterrand en notant qu'«*à plusieurs reprises des plans de paix ont été proposés, y compris par la France, mais que la politique de violence conjointe de Saddam Hussein et de Bush a conduit à la guerre.*»

Le PCF est soulagé car, encore une

«*chacun des alliés de Washington va demander sa part économique, ou politique, du butin*» dans le «*partage néo-colonial*» et qu'«*une politique arabe conforme aux intérêts de notre pays implique de participer à la solution juste et durable des conflits, au développement de la coopération dans tous les domaines: économiques, scientifiques, culturels*» (*l'Humanité*, 28 février). La «coopération» avec les peuples dominés n'a jamais voulu dire autre chose qu'exploitation et oppression

Séguin, que l'engagement de l'impérialisme français dans cette guerre est «contraire aux intérêts de la France». Comme pour tirer un bilan, l'éditorialiste Charles Silvestre explique le «rôle essentiel» qu'a joué le PCF: une «*force de rassemblement*» des «*chrétiens*», des «*écologistes*» et «*contre l'abandon de l'indépendance nationale avec les gaullistes*».

Aujourd'hui, avec la défaite de l'Irak, le PCF peut coller de nouveau à la roue de Mitterrand et à sa «conférence internationale».

Pourtant, il existait une autre voie, la voie révolutionnaire, celle de la classe ouvrière. Celles des grèves politiques contre la guerre contre l'Irak. Cette perspective était loin d'être irréaliste, en dépit des retournements d'«opinion» petite-bourgeoise. Les marins CGT de Toulon, les cheminots de Chambéry, les dockers CGT de Marseille, par leur action, étaient un avant-goût de ce qu'une direction révolutionnaire aurait pu organiser et développer. Mais la direction CGT, le PCF, a d'emblée limité ces actions. La CGT des marins affirmait qu'elle respecterait un ordre de réquisition (qui ne s'est pas fait attendre), les leaders des cheminots de Chambéry ont annoncé à l'avance qu'ils ne bloqueraient que de façon symbolique le train d'armement, le syndicat CGT des dockers a déclaré que la SNCF pouvait rediriger les conteneurs d'armes vers le port militaire de Toulon. Et rien n'a été fait pour populariser, amplifier ces actions qui auraient pu «retourner» et organiser l'opinion ouvrière, la seule qui compte. On ne peut à la fois lancer la classe ouvrière dans la lutte et s'accrocher à une fraction de l'ennemi de classe.

Krivine: «Enfin»...

C'est auprès de l'«extrême gauche» de Sa Majesté Mitterrand que Marchais a

Suite page 7



Le Bolchévik

Paris, le 12 janvier - La Ligue trotskyste a offert le seul pôle anti-impérialiste des manifestations antiguerre.

fois, il peut recommencer sa politique vis-à-vis de Mitterrand et le soutenir, même de façon critique, dans sa recherche d'une «conférence internationale» où «la France» pourrait négocier, sur la base de sa participation au massacre, quelques miettes dans le partage des dépouilles. Ainsi, un autre éditorial, signé Jacques Coubard et intitulé «Un rôle pour la France - Gagner la paix», nous dit que

dans le cadre du capitalisme, «démocratique» ou non.

Pourtant, nous objectera-t-on, le PCF a joué un rôle majeur dans le «mouvement antiguerre». Ce mouvement pacifiste, répondons-nous, n'a été qu'une tentative de former un front populaire, une alliance de collaboration de classe avec les éléments de la bourgeoisie qui pensent, tels que Chevènement ou

Renault-Cléon

Offensive patronale sur le «front intérieur»

Ces derniers mois, la bourgeoisie et ses grands commis, engagés dans leur sale guerre contre l'Irak, n'ont pas oublié le «front intérieur» où ils ont tout fait pour intimider, paralyser une opposition au massacre impérialiste.

Ainsi, à l'usine Renault-Cléon, près de Rouen, la direction de la RNUR a mis en place toute une série de mesures répressives et de harcèlements tous azimuts destinée à entretenir une ambiance de crainte dans les ateliers. Des fouilles quasisystématiques à l'entrée et à la sortie des équipes, l'interdiction de faire du café, la chasse aux calendriers avec des pin-up dans les placards etc. Mais surtout, la direction veut interdire dans l'usine toute expression politique un tant soit peu hostile à la guerre.

Alors que la CGT, le PCF et le Comité contre la guerre d'Elbeuf (auquel participe la CGT de Renault-Cléon) collaient depuis plusieurs semaines leurs affiches «Quelle connerie la guerre» ou «Non à la guerre», à l'approche du conflit armé la direction de la RNUR-Cléon a carrément convoqué deux responsables politiques connus du PCF

pour leur intimer l'ordre de cesser toute propagande politique! Des huissiers ont pris des photos de panneaux d'affichage pour constater le «délit». Des militants CGT ce sont vus menacés de sanctions ou sanctionnés parce qu'ils discutaient de la guerre avec leurs camarades d'atelier autour de la machine à café.

Dans une usine à l'atmosphère lourde, les ouvriers d'origine maghrébine sont particulièrement vulnérables. Une agression raciste a eu lieu dans un atelier. La direction, avec l'accord tacite de la direction des syndicats, a étouffé l'affaire. Au lieu de riposter fermement en défense des victimes du racisme, au lieu de s'assurer de manière appropriée que les agresseurs racistes ne s'avisent pas de recommencer, au lieu de réagir dans les ateliers à chaque insulte raciste, au lieu d'organiser dans le syndicat et mobiliser les ouvriers maghrébins et africains, la direction de la CGT fait le mort, ce qui ne peut qu'encourager les racistes et isoler, démoraliser les ouvriers «immigrés». Surtout quand la bourgeoisie, démonstrations policières et expulsions à l'appui, cherche à terroriser

ce cœur de la classe ouvrière.

Ce que veut également la direction de Renault-Cléon et de toute la Régie, c'est briser le syndicat CGT. Depuis plusieurs années, Renault licencie vague après vague. De 10 000 salariés au début des années 80, l'usine de Cléon est passée à 6 800. Le but que s'est fixé la direction c'est de jeter à la rue encore quelque 2 000 ouvriers d'ici à la fin 92. 450 emplois doivent être supprimés incessamment (dont 200 licenciement «secs»). Mais avec le nouvel accès de récession qui a commencé avant la guerre du Golfe, Renault pourrait bien annoncer un chiffre supérieur.

La direction de la CGT, qui, pendant des mois et des mois a mené une campagne exclusivement axée sur les «Dix de Billancourt» en feignant de ne pas remarquer que la Régie licenciait par milliers, se trouve aujourd'hui aux commandes d'une organisation affaiblie et baisse la tête sous les coups répétés des campagnes d'intimidation et de répression. Défendre le syndicat, c'est défendre tous les ouvriers.

A Cléon, sous le coup de sanctions

disciplinaires depuis la dernière grève, le noyau dirigeant de la CGT, craignant sans doute des mesures plus graves, y compris le licenciement, n'a réagi que très mollement aux attaques de la RNUR. Pourtant, la meilleure défense c'est de se battre pied contre pied contre toutes les attaques pour préparer une contre-offensive massive.

La direction PCF de la CGT, n'a pas su ou pas voulu réagir aux mesures de guerre de Renault parce qu'elle ne s'opposait à cette guerre que dans la mesure où elle pensait qu'elle n'allait pas dans le sens des intérêts de l'impérialisme français, c'est-à-dire des patrons. On ne peut pas combattre la bourgeoisie si l'enjeu de la bataille est de lui éviter la défaite!

A aucun moment les dirigeants de la CGT n'ont cherché à populariser puis à soutenir dans la lutte les actions des marins de Toulon, des cheminots de Chambéry et des dockers de Marseille qui ont cherché à s'opposer, même symboliquement, à l'effort de guerre contre l'Irak.

Redonner confiance, organiser, préparer les luttes inévitables exige une direction ferme et déterminée armée d'un programme clair. Une direction révolutionnaire!

A bas les mesures de guerre anti-ouvrières! A bas le nouvel ordre mondial des Bush, Major et Mitterrand! Bas les pattes devant l'Irak! Impérialistes hors du Golfe! Pleins droits de citoyenneté pour les ouvriers immigrés et leur famille! A bas la terreur raciste! Bas les pattes devant les syndicats! Pas un seul licenciement!

URSS...

Suite de la page 8

sur une base socialiste. Ceci nécessite de retourner à l'internationalisme prolétarien des bolchéviks, qui combattent résolument toutes les formes de nationalisme, y compris et tout particulièrement le chauvinisme grand-russe.

Le Sajudis lituanien à l'avant-garde de la contre-révolution

En tant que léninistes et internationalistes, nous sommes pour la réorganisation démocratique de l'Union soviétique, et pour le droit de toute nationalité avec une direction qui s'oppose à la contre-révolution de s'en retirer dans la mesure qu'elle considère nécessaire. Mais les séparatistes baltes, eux, veulent s'engager dans une contre-révolution sanglante. Derrière leurs appels au respect des droits « démocratiques », ils mènent une politique virulemment antidémocratique, en fait raciste, à l'encontre des peuples soviétiques qui vivent dans ces républiques. Par exemple, les parlements qui ont proclamé les « indépendances » ont été élus avec des listes électorales dont sont exclus un grand nombre de citoyens soviétiques qui vivent en Lituanie, en Lettonie et en Estonie.

Le régime du Sajudis de Vytautas Landsbergis a démontré de la façon la plus flagrante son intention de restaurer le capitalisme, tout en précipitant la classe ouvrière dans la misère. Leonid Mlétchine, partisan du Sajudis, a résumé le programme économique de cette organisation dans le journal moscovite *New Times* (23 octobre 1990) : « La Lituanie honore le droit à la propriété privée et est prête à donner la terre aux gens ; des projets de privatisation sont en train d'être élaborés, conjointement avec des programmes pour attirer le capital étranger [...]. Les ex-entreprises d'Etat deviendront des entreprises privées ou à capitaux mixtes. Il est interdit de faire des usines la propriété collective de leurs collectifs de travail ; cette pratique est considérée en Lituanie comme « une manifestation d'idéologie socialiste, et en particulier soviétique, qui est incompatible avec le modèle lituanien de réformes économiques ». Les prix seront déterminés sur un libre marché. Les pertes ne seront jamais comblées par des subventions de l'Etat. Les biens, la monnaie et les actions seront échangés librement, et des bureaux de chômage vont faire leur apparition. » Ce programme aurait pu être dicté par le *Wall Street Journal* ou par l'*Economist* de Londres — et il l'a peut-être été.

De la même manière qu'ils sont aux premières lignes de la contre-révolution capitaliste, les nationalistes lituaniens constituent le fer de lance des efforts des impérialistes pour dépecer l'URSS. Dans une interview au *Wall Street Journal* du 11 septembre dernier, Landsbergis appelait les puissances de l'OTAN à déclencher une nouvelle offensive de guerre froide : « Nous pensons que l'Occident est trop prudent ; trop prudent de ne risquer aucune complication avec les Soviétiques. Ils pourraient faire reculer les Soviétiques plus durement, parce que les Soviétiques s'effondrent et se retirent de toutes les conquêtes, et ce retrait pourrait inclure les Pays baltes. »

Les nationalistes du Sajudis ont délibérément provoqué les soldats et les officiers soviétiques stationnés en Lituanie. Ceux-ci se font insulter dans la rue, leurs enfants sont molestés dans les écoles, les monuments de l'Armée rouge qui commémorent la victoire remportée contre l'Allemagne nazie sont profanés et détruits. Le régime de Landsbergis prive les soldats soviétiques de logement, et refuse leurs enfants dans les écoles. Le commandant d'un régiment de parachutistes stationné à Kaunas oppose les interventions militaires soviétiques en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968, qu'il



Nogues/Syigma



Avakian/Woodfin Camp

Le démagogue Boris Eltsine, qui fut très longtemps un bonze stalinien puis pour un temps lieutenant de Gorbatchev, est le héros de forces qui cherchent ouvertement à restaurer le capitalisme et à démembrer l'URSS.

condamne, à la situation actuelle en Lituanie : « Là-bas, ils avaient réprimé la démocratie. Ici, il n'y a pas de démocratie. C'est une véritable dictature fasciste. »

Les médias bourgeois occidentaux dépeignent les habitants des Pays baltes qui s'opposent à la sécession, et qui sont maintenant organisés autour de « comités de salut national », comme de simples agents ou des gens manipulés de Moscou. Cependant, 20 % de la population de Lituanie, 40 % de celle de Lettonie et presque la moitié des habitants d'Estonie sont russes, ukrainiens, biélorusses ou appartiennent à d'autres nationalités. Fortement concentrés dans la classe ouvrière, ces gens seront les principales et immédiates victimes de la marche vers l'exploitation capitaliste. Si les nationalistes baltes font sécession et constituent des Etats indépendants, ils chasseront les membres de ce qu'ils appellent avec mépris les « peuples soviétiques ».

C'est la raison pour laquelle Moscou bénéficie d'un soutien substantiel dans les Républiques baltes. Ce fait est reconnu

« le système bourgeois », le *Guardian* de Londres (11 janvier) a eu ce commentaire cinglant : « Ce vieux terme marxiste-léniniste n'avait pas été employé par Gorbatchev depuis de nombreuses années — bien qu'il ait été fréquemment utilisé par ses critiques les plus conservateurs pour dénoncer sa tentative d'introduire une économie de marché dans le reste de l'Union soviétique. »

Derrière le tournant « conservateur » de Gorbatchev

Les médias bourgeois occidentaux se comportent comme si Gorbatchev avait trahi ses engagements, et même ses propres principes. Mais est-ce bien le cas ? Les idéologues impérialistes et leurs protégés « démocratiques » soviétiques établissent invariablement un lien entre restauration du capitalisme et dépeçage de l'URSS selon des lignes de fracture nationales. Il n'y a cependant rien d'inherent ou de nécessaire dans cette liaison.

logements seraient privatisés, les terres agricoles vendues à des paysans petits propriétaires, et au moins 70 % des entreprises industrielles seraient dénationalisées — le tout en 500 jours. Le pouvoir de décision économique réel serait transféré du gouvernement central aux différentes républiques (voir « Brisez le « plan de 500 jours » de Gorbatchev-Eltsine », le *Bolchévik* n° 105, octobre 1990).

Le premier ministre Nikolai Ryjkov était opposé à ce plan, tandis que Gorbatchev lui-même resta dans le flou pendant plusieurs semaines. Finalement, il prit ses distances vis-à-vis du plan Chataline de crainte de provoquer une explosion parmi les masses. A la mi-octobre, il proposait un nouveau programme économique qui a les mêmes objectifs que le plan Chataline, mais sans le calendrier à marches forcées. Ce programme appelle à « dénationaliser et privatiser » par la vente aux enchères de la propriété d'Etat, « y compris les chantiers non terminés, les équipements non installés, les matériaux de construction, les moyens de transport, les entreprises et les commerces, les boutiques d'alimentation et de services ». Il spécifie aussi que « les firmes étrangères peuvent opérer sur le marché intérieur sur une base d'égalité ».

Si M. Perestroïka était arrivé avec cette plate-forme économique un an plus tôt, celle-ci aurait été acclamée par Wall Street, la City de Londres et Francfort comme un pas hardi vers des « libres marchés », la propriété privée et la décentralisation de l'Etat soviétique. Mais aujourd'hui, le plan de « 500 jours » a été vu par la bourgeoisie impérialiste et ses agents russes comme un test de l'engagement du président soviétique dans la voie de la restauration capitaliste. Quand Gorbatchev a rejeté ce plan, il a essuyé de violentes attaques de la part des « démocrates » pro-occidentaux, encouragés par leurs parrains impérialistes.

Eltsine a agité la menace que la République de Russie mette en circulation sa propre monnaie et constitue ses propres forces armées, tout en allant de l'avant avec son propre programme économique de « libre marché ». En même temps, Eltsine a exigé que Gorbatchev démantèle le gouvernement central soviétique et le remplace par un « gouvernement d'unité nationale », dont feraient partie Eltsine lui-même et d'autres anticommunistes de premier plan. Cette campagne a été reprise par des intellectuels en vue, comme Oleg Bogomolov et Tatiana Zaslavskaja qui ont été parmi les principaux idéologues de la perestroïka.

A la mi-décembre, une commission économique spéciale désignée par le cartel des banquiers internationaux (Fonds monétaire international, Banque mondiale et tutti quanti) a « recommandé » que l'Union soviétique applique un « traitement de choc » — blocage des salaires, fin du contrôle des prix et des subventions aux produits de consommation, fermeture des entreprises non rentables et privatisation des propriétés d'Etat. Peu de temps après, Eltsine tentait d'appliquer son « traitement de choc » à lui,



Gorbatchev et Bush à Malte en décembre 1989 : la « nouvelle pensée » signifie la conciliation avec l'impérialisme, de l'abandon de l'Afghanistan au soutien à la guerre impérialiste contre l'Irak.

même par le *Wall Street Journal*, qui le 17 janvier dernier citait les propos de Galina Mkhitarjan, une ouvrière biélorusse qui travaille sur une chaîne dans une usine de matériel électroménager de Vilnius, et qui qualifie le régime Landsbergis de « système totalitaire ». En avril dernier, Mme Mkhitarjan a fondé avec ses camarades d'usine un « Comité civil » qui est maintenant affilié au Comité de salut national de Lituanie.

Une semaine avant le coup de force de Vilnius, à la mi-janvier, d'importantes manifestations avaient réuni des Russes, des Polonais ainsi que des Lituaniens de souche contre le projet adopté par le régime du Sajudis qui consistait à augmenter les prix de 200 à 800 % ! Ces hausses de prix furent immédiatement annulées ; contrainte de démissionner, le premier ministre Kazimiera Prunskiene fut remplacée par un nationaliste et partisan du « libre marché » encore plus extrémiste. Ces manifestations montrent la possibilité d'unir la classe ouvrière multinationale contre les forces de la contre-révolution sanglante, depuis Vilnius jusqu'à Moscou.

Quand Gorbatchev a dénoncé le régime Landsbergis pour chercher à resta-

Historiquement, il est possible — bien que peu probable, il faut le concéder — que l'Union soviétique soit transformée en un Etat capitaliste tout en conservant ses frontières actuelles. Dans la mesure où Gorbatchev a un programme cohérent, c'est dans cette direction qu'il s'avance. Ainsi, sa nouvelle politique économique, annoncée à la mi-octobre, appelle à la fois à « un progrès rapide sur la voie de l'économie de marché » et à « une Union renouée, fédérative et forte ». Faire passer ce programme d'une feuille de papier au monde réel est une tout autre affaire.

Le tournant actuel de Gorbatchev n'est pas simplement une réaction aux provocations des sécessionnistes baltes. C'est aussi une réponse à la campagne menée contre lui par l'opposition « démocratique » que conduit maintenant Boris Eltsine depuis sa base de pouvoir en tant que président de la République russe. Fin août, les porte-parole de Eltsine annonçaient un accord sur un nouveau programme « radical » élaboré par les conseillers économiques de Gorbatchev, et en particulier par Stanislav Chataline, pour transformer l'URSS en économie complètement régie par le marché. Les

Beurs...

Suite de la page 3

la même politique de ségrégation et de quadrillage policier. En même temps, PS et PCF tentent de camoufler leur politique scélérate derrière un discours cynique sur le mythe de la « France des droits de l'homme ». Un grossier mensonge qui remporte d'ailleurs peu de succès parmi ces jeunes qui font l'expérience quotidienne des tueurs racistes qui les prennent pour cible, des flics qui les harcèlent, des patrons qui les rejettent du marché de l'emploi et les privent de tout avenir, des services de l'Etat qui les confinent dans des ghettos de misère. Ils savent aussi que le drapeau de cette France « démocratique » est souillé du sang de leurs pères qui ont lutté victorieusement contre le joug colonial de la France.

Les travailleurs « immigrés » et leurs enfants sont le lien et la mémoire vivante des combats de nos frères du Maghreb. Leur entrée dans la lutte de tout le prolétariat contre la bourgeoisie ici serait un puissant encouragement aux luttes de classe en Algérie, en Tunisie et au Maroc pour débarrasser les peuples de ces pays des despotes néo-coloniaux qui les oppriment, des réactionnaires islamistes qui veulent les ramener au Moyen Age, et pour instaurer un gouvernement ouvrier et paysan. La Ligue trotskyste a tracé cette perspective en diffusant largement une traduction en arabe de notre déclaration du 21 janvier sur la guerre destinée autant aux travailleurs d'origine maghrébine en France qu'à nos frères de classe de l'autre côté de la Méditerranée.

Déjà à plusieurs reprises une réelle intégration de la jeunesse issue de l'immigration dans les luttes s'est concrétisée, comme l'immense manifestation qui a suivi la mort de Malik Oussekiné et où se sont retrouvés au coude à coude ouvriers et jeunes, français et « immigrés ». Et les dernières mobilisations de lycéens de décembre ont révélé le rôle moteur joué par les Beurs dans un combat pour un

avenir décent pour tous les enfants de la classe ouvrière.

Ces jeunes ont un monde à gagner ! Il est nécessaire qu'ils mettent leur colère et leur révolte au service de la lutte prolétarienne pour la révolution socialiste. Armés d'un programme authentiquement révolutionnaire dans un parti révolutionnaire ils pourront devenir le fer de lance de la lutte non seulement de tous les exploités et opprimés de ce pays contre le système capitaliste mais aussi de tous les peuples écrasés sous la botte du colonialisme français, comme ceux des Antilles ou de la Réunion où la répression féroce de l'impérialisme vient de s'abattre encore une fois.

Le véritable parti multi-ethnique qui, sous le drapeau du léninisme, dirigera la révolution dans ce pays et que nous voulons construire, ne pourra se développer sans cette couche décisive de la jeunesse.

C'est la lutte anti-impérialiste et le combat internationaliste qui ont traditionnellement gagné au communisme des pans entiers de la jeunesse. Aujourd'hui, le véritable programme anti-impérialiste est celui que défend la Ligue trotskyste et, au niveau international, la Ligue communiste internationale. C'est vers ce programme que doivent se tourner les couches les plus combattives de la jeunesse. Rejoignez nos rangs !

«Pacifistes»...

Suite de la page 5

trouvé l'aide la plus efficace à sa politique front-populiste. Si le PCI-MPPT a pu utiliser l'influence de ses bureaucrates dans FO pour pouvoir manœuvrer d'égal à égal avec le PCF dans le cadre de l'« Appel des 75 », la LCR avait aux yeux de Marchais l'avantage d'être un pont en direction de SOS-Racisme et autres couches de la social-démocratie.

La LCR a commencé dans le conflit en renvoyant dos à dos les impérialistes et l'Irak et a fini par un communiqué saluant le cessez-le-feu consacrant la défaite

de l'Irak dans les mêmes termes que le PCF : « Enfin, semble s'arrêter cette guerre qui n'aurait jamais dû commencer. » Mais le seul « cessez-le-feu » que des révolutionnaires auraient pu saluer, c'est celui consacrant la défaite des impérialistes !

Au nom de la sacro-sainte « unité », la LCR a annoncé dès le début la couleur : « [...] la LCR n'a posé aucun préalable à sa participation au front antiguerre » (Rouge n° 1418, 11 octobre 1990). Et, avec bien des contorsions, elle finira même par accepter que soit mis sous la table l'appel au retrait des troupes impérialistes. Et quand SOS-Racisme lancera sa machine de guerre pro-mitterrandienne - « Pour la paix maintenant » -, la LCR ouvrira le chemin d'un bloc avec l'« Appel des 75 » : « SOS peut tout à fait y trouver sa place » (Rouge n° 1432, 24 janvier). Plus obscène encore - si possible -, elle tendra la main aux chevènementistes, osant même parler de leur « profonde sensibilité aux problèmes du tiers monde avec un anti-impérialisme qui se conjugue souvent avec un anti-américanisme radical » (Rouge n° 1434, 7 février). L'« anti-impérialisme » (!) de Chevènement-la-guerre c'est le plus puant chauvinisme français ! S'accrocher à Chevènement c'est s'accrocher à l'impérialisme français.

Le soi-disant indispensable « élargissement du mouvement » - vers la social-démocratie et la bourgeoisie - ne pouvait qu'exclure tous ceux qui voulaient vraiment combattre cette guerre impérialiste, et au premier chef les « immigrés » et les Beurs.

«Nouvel ordre mondial»...

Suite de la page 4

et leurs enfants, les « Beurs », ont vécu comme un drame l'agression contre l'Irak. Pendant que les fascistes du Front national appelaient à la guerre contre les « immigrés », le gouvernement Mitterrand cherchait à les réduire au silence avec le

plan « Vigie-Pirate », le harcèlement policier constant dans les lieux publics, le matraquage de la propagande de guerre raciste, les énormes dispositifs policiers encerclant les manifestations et rassemblements contre la guerre. Le devoir du mouvement ouvrier était et est encore de lutter avec la plus grande détermination contre la terreur et la discrimination racistes. Pleins droits de citoyenneté pour les « immigrés » et leur famille !

Les travailleurs « immigrés » constituent un lien vivant entre la classe ouvrière de ce pays et celle de l'autre rive de la Méditerranée. Des luttes menées ici contre les oppresseurs impérialistes des peuples pourraient donner un formidable élan à celles de nos frères ouvriers et paysans du Maghreb. En Algérie, il faut barrer la route aux islamistes et chasser par la révolution ouvrière les bureaucrates capitalistes corrompus du FLN. Au Maroc, le roi ne tient sur son trône que grâce à la couardise et à la corruption de l'« opposition » de Sa Majesté. Fédération socialiste du Maghreb !

Dès le début de la guerre du Golfe, la Ligue trotskyste a insisté qu'une défaite pour les impérialismes américain, britannique et français serait une victoire pour les travailleurs du monde entier. Aujourd'hui que les bourgeoisies impérialistes, enivrées par leur victoire, vont redoubler d'efforts pour courber les peuples sous leur joug néo-colonial et pour imposer à « leurs » travailleurs encore davantage d'austérité, de chômage et de terreur raciste, la classe ouvrière a un besoin chaque jour plus urgent d'une direction révolutionnaire pour organiser la lutte contre leur « nouvel ordre » de guerre, d'exploitation et d'oppression. Les ouvriers, les jeunes doivent rompre avec les partis et les organisations qui les ont trahis, et s'organiser pour construire un parti multi-ethnique véritablement anti-impérialiste et révolutionnaire. C'est la tâche que s'est fixée la Ligue trotskyste, section française de la Ligue communiste internationale. Dans la France impérialiste, la lutte anti-impérialiste c'est la lutte de classe, ici.

en menaçant de réduire de 90 % la contribution de la République de Russie au budget central soviétique.

Confronté à l'offensive politique et aux provocations des « démocrates » menées par Eltsine, au milieu d'une agitation nationaliste et d'un chaos économique grandissants, Gorbatchev a cherché un appui du côté des apparatchiks staliniens de la vieille école qu'il avait auparavant rabaisés et même traînés dans la boue. Il remplaça le ministre de l'Intérieur « libéral » par un « dur », Boris Pougov. Etais nommé au poste d'adjoint de Pougov le colonel général Boris Gromov, dernier commandant en chef soviétique en Afghanistan, ce qui lui vaut d'être particulièrement haï et craint des forces pro-impérialistes. Et Gorbatchev a nommé au poste de vice-président un obscur apparatchik. Même chose pour son premier ministre.

Cependant, le tournant « conservateur » de Gorbatchev a un caractère tout à fait limité. Le démantèlement de l'économie socialisée se poursuit à un rythme accéléré. En octobre dernier, un décret présidentiel autorisait les multinationales étrangères à détenir 100 % d'une entreprise soviétique, et à rapatrier leurs profits en devises. En janvier, un autre décret présidentiel réservait 2 000 kilomètres carrés de terres agricoles qui seront louées à des fermiers privés. Les tumultueux débats sur ces questions n'ont pas été autorisés au congrès des députés du peuple.

La dernière en date des « réformes » économiques de Gorbatchev est de faire payer les travailleurs, y compris les plus pauvres d'entre eux, pour les années de gestion catastrophique de la bureaucratie. Depuis la fin de l'ère Brejnev, les régimes qui se sont succédé au Kremlin ont injecté des milliards de roubles dans l'éco-

nomie, tout en cherchant à bloquer les prix des biens de consommation vendus dans les magasins d'Etat. Le résultat est un exemple extrême d'hyperinflation cachée, avec des étals vides et des prix exorbitants sur les marchés privés. La masse des roubles impossibles à dépenser accumulée dans les caisses d'épargne, dans les armoires et les matelas est au moins égale au total annuel des salaires.

Le régime Gorbatchev a maintenant confisqué une partie de cette épargne forcée par la démonétisation des grosses coupures de 50 et 100 roubles, tout en limitant les retraits des caisses d'épargne. Le gouvernement prétend qu'il ne fait là que s'en prendre aux revenus illégaux des profiteurs du marché noir et des spéculateurs. Mais les gros trafiquants privés, et bien sûr les fonctionnaires bien placés, ont déjà transformé leurs roubles excédentaires en devises ou en biens matériels. Le monde entier sait que l'Union soviétique est sur le point de connaître une inflation non cachée. Il est prévu que les prix officiels à la consommation augmentent de 50 à 70 % cette année. Les principales victimes de la « réforme » monétaire sont les travailleurs, et en particulier les retraités dont beaucoup refusent de mettre leurs économies dans les caisses d'épargne. Peut-être se souviennent-ils comment Staline avait confisqué leurs économies après la Deuxième Guerre mondiale.

La poursuite des attaques de Gorbatchev contre les travailleurs soviétiques en URSS même s'accompagne sur l'arène internationale de la poursuite de sa politique de conciliation avec l'impérialisme. Après la démission spectaculaire de Chevardnadze, Moscou a juré ses grands dieux à Washington qu'il n'y aurait pas de changement dans la politique étrangère

de la « nouvelle pensée », et en particulier dans le soutien à la guerre des impérialistes contre l'Irak. Il y a quelques semaines de cela, Alexandre Bessmertnykh, le protégé de Chevardnadze qui lui a succédé au poste de ministre des Affaires étrangères, a publié une déclaration commune avec le secrétaire d'Etat américain James Baker. On pouvait y lire que « les actions militaires autorisées par les Nations Unies ont été provoquées par le refus de la part de la direction irakienne de se conformer aux exigences claires et légales de la communauté internationale concernant le retrait du Koweït ».

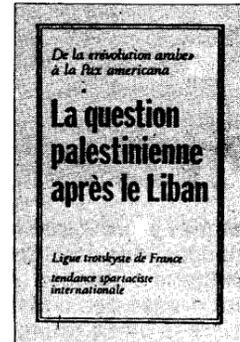
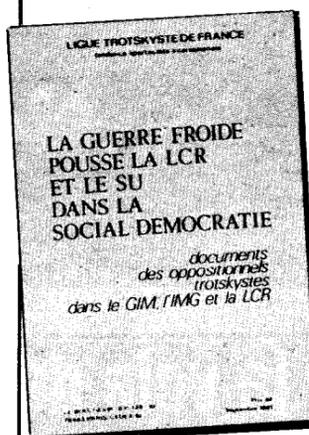
Le rétablissement de l'indépendance de l'émirat scandaleusement riche qu'était

le Koweït n'est pour l'impérialisme américain qu'un prétexte pour s'emparer des champs pétroliers du Golfe et pour réaffirmer son rôle de gendarme du monde. Si les Etats-Unis réussissent à vaincre et à occuper l'Irak après une guerre majeure et sanglante, Washington sera grandement enhardi à poursuivre son objectif de dépecer l'Union soviétique au nom du « nouvel ordre mondial » de Bush. Les travailleurs soviétiques doivent lier la défense et la régénération de l'économie collectivisée, ainsi que la restauration de la démocratie ouvrière, à la lutte contre le militarisme impérialiste à l'échelle du monde.

[A suivre]

Commandez les brochures de la LTF

56 pages 8 F



84 pages 15 F (réimpression)

76 pages 20 F (réimpression)



Pour toute commande :
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Gorbatchev, les «durs» et les «démocrates» pro-impérialistes

Où va l'Union soviétique ?

Cet article a été publié dans Workers Vanguard n° 520, 15 février 1991.

Première partie

«La lune de miel de Gorbatchev avec l'Occident se termine», proclame le Guardian de Londres. A Londres toujours, l'Economist parle de «grandeur et décadence de la perestroïka», tandis que le New York Times conseille: «Aucune aide pour un Moscou répressif.» Le Marché commun a gelé 5 milliards de francs d'aide, et la Maison Blanche a annulé un sommet Bush-Gorbatchev, prévu à Moscou, pour montrer son mécontentement après l'utilisation de la force par Gorbatchev contre les sécessionnistes lituaniens, qui veulent dès aujourd'hui rejoindre le «monde libre» capitaliste. «C'est là où Mikhaïl S. Gorbatchev a fixé la limite», reproche le New York Times.

Le coup de force de Moscou contre les séparatistes baltes, qui a tant indisposé les impérialistes occidentaux, se situe dans le contexte d'un tournant du régime Gorbatchev qui vise à étayer le système existant. M. Perestroïka invoque de plus en plus la loi, l'ordre et la discipline. Le KGB a reçu pour instruction de réprimer la spéculation illégale et le «sabotage économique». L'armée effectue avec la police des patrouilles conjointes dans les grandes villes soviétiques. Dans le même temps, les gens qui étaient jusqu'ici les plus proches conseillers de Gorbatchev, et qui communiaient avec lui dans la «nouvelle pensée», ont été écartés et remplacés par des apparatchiks staliniens de la vieille école. En décembre dernier, le ministre des Affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, dont on disait qu'il était le meilleur allié de l'OTAN au Kremlin, donnait sa démission en prophé-



Vilnius: des soldats soviétiques devant le parlement lituanien. La crise du stalinisme pave la voie aux sécessionnistes réactionnaires pro-restauration capitaliste.

tisant qu'«une dictature approche».

Il est clair qu'une sorte de tournant a eu lieu. Mais dans quelle mesure est-il décisif et durable? Gorbatchev a-t-il abandonné son programme de «réformes», et cherche-t-il maintenant à restaurer un ordre stalinien rigoureux? Cela est-il possible de toute manière? Quelles sont les perspectives de coup d'Etat militaire, de guerre civile? En bref, où va l'Union soviétique?

Le coup de force contre les séparatistes baltes et le tournant vers la loi et l'ordre ne sont qu'une *péripétie* dans la crise finale du régime stalinien en URSS.

L'élite bureaucratique du Kremlin est en pleine désintégration, et elle a tendance à se bipolariser. D'un côté, il y a les rejets privilégiés des apparatchiks de Staline, qui veulent vivre comme des «yuppies» américains ou allemands. Ces partisans du «libre marché» veulent brader les usines, les mines et les champs pétrolifères – construits avec la sueur et le sang des ouvriers – à Wall Street et aux banques de Francfort, et empocher l'argent. «Démocrates» est le nom qu'ils se donnent.

De l'autre côté, il y a les conservateurs, apparatchiks staliniens, des mili-

itaires et des responsables du KGB, qui veulent revenir à l'époque où ils donnaient des ordres et où tout le monde obtempérait, où personne ne remettait en cause leur droit à une datcha, à une limousine ZIL et aux autres privilèges de la caste au pouvoir (la *nomenklatura*). Ils font aujourd'hui appel au nationalisme grand-russe et même à une démagogie antisémite abjecte. «Patriotes» est le nom qu'ils se donnent.

Ce qui manque dans les divisions idéologiques actuelles, c'est la classe ouvrière soviétique. Bien que le souvenir de la révolution d'Octobre se soit estompé dans la conscience des masses, les travailleurs considèrent les acquis d'Octobre comme allant de soi: le droit à un emploi, à des produits alimentaires bon marché, à un logement subventionné, aux soins médicaux gratuits et à des écoles pour leurs enfants. Et tous ces acquis sont remis en cause par toutes les tendances de la bureaucratie.

Tout le monde s'attend à des grèves et à des actions de protestation massives contre les hausses de prix brutales prévues par le régime Gorbatchev. Des luttes ouvrières en défense de l'égalité sociale et l'émergence d'un authentique pôle d'attraction léniniste bouleverseraient les lignes de fracture actuelles à l'intérieur de la bureaucratie et de l'intelligentsia. Certains intellectuels qui soutiennent aujourd'hui l'opposition «démocratique» ainsi que beaucoup de militaires animés par le patriotisme soviétique se rangeraient du côté des masses en lutte. En même temps, certains partisans du «libre marché» feraient bloc avec des staliniens durs pour chercher à réprimer la résistance ouvrière.

Les travailleurs soviétiques doivent refuser la fausse bipolarisation entre «démocrates» et «patriotes», qui chacun à leur manière sont les héritiers de la bureaucratie stalinienne parasitaire et réactionnaire. Les forces qui poussent vers la restauration du capitalisme peuvent et doivent être vaincues, la propriété socialisée doit être défendue et revitalisée par la classe ouvrière prenant le *pouvoir politique sur la base de la démocratie des soviets*, comme ce fut fait par la révolution d'Octobre 1917.

Aujourd'hui, beaucoup de travailleurs soviétiques redoutent à juste titre que l'éclatement de l'URSS enflamme de sanglants antagonismes nationaux (comme c'est actuellement le cas dans le Caucase), tandis que les différentes parties de ce qui aura cessé d'être l'Union soviétique deviendront des semi-colonies de l'impérialisme occidental. C'est seulement avec l'égalité et la justice pour tous ses peuples que l'Etat soviétique multinational pourra être maintenu et régénéré

Suite page 6



La perestroïka de Gorbatchev a provoqué le chaos économique. Ci-dessus, des étalages vides dans une boulangerie à Moscou. A droite, des sans-abri ont dressé des tentes derrière la place Rouge.



Spartacist

Retour à la voie de Lénine et Trotsky ! Pour une Union socialiste des républiques soviétiques !